

## GRAND DEBAT NATIONAL DU 15 FEVRIER 2019 A CHABONS ET BURCIN (ISERE)

Réunion d'initiative locale organisée par les Maires de Châbons, Burcin et animée par Monique LIMON Députée 7<sup>ème</sup> circonscription Isère.

### FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

- Diminuer les dépenses et les impôts.
- Améliorer la lutte contre l'évasion fiscale et la fraude fiscale (100 milliards chacun).
- Faire payer des impôts aux patrons domiciliés à l'étranger et qui ne paient pas d'impôt en France. Il faut appliquer le même système qu'aux Etats-Unis.
- Il faut une harmonisation fiscale au niveau Européen sinon pour éviter la concurrence et le dumping fiscal.
- Fin des retraites des anciens élus, Présidents, Députés...
- Interdire le cumul des rémunérations. Certains fonctionnaires cumulent plusieurs postes.
- Taxer les transactions financières.
- Obligation de justification des dépenses pour tous les parlementaires.
- Augmentation des salaires.
- Baisser les taxes et impôts.
- Fermer les commissions qui ne fonctionnent pas et qui ne se réunissent jamais et qui ouvrent des droits à des indemnités.
- Réduction drastique du train de vie de l'Etat.
- Budget justice : En France le budget consacré à la justice est très dérisoire, il faut augmenter le budget et augmenter le nombre de magistrats si on veut une justice plus rapide.
- Pas de retraite inférieure à 1000 euros.
- CSG : effet de seuil. Il faut qu'elle soit progressive où intégrée à l'impôt qui sera lui-aussi progressif.
- Cotisations : j'ai cotisé sur 48 heures travaillées et 85 % de l'administration travaille 32 heures/semaine.
- Ne faut-il pas augmenter le temps de travail, cela augmenterait les cotisations.
- Attention, tout le monde tape sur le voisin, cela ne va pas faire avancer.
- Il faut rétablir une justice fiscale.
- Régler le problème des paradis fiscaux, cela représente plusieurs milliards.
- CICE : gain pour le retour fait aux entreprises = 20 milliards. Cette aide est importante pour les petites entreprises. Pourquoi ne pas la supprimer aux grosses entreprises ?
- Pousser les entreprises à être plus vertueuses. Celles qui apportent un gain écologique seraient récompensées.
- Les indemnités des élus et les salaires des hauts fonctionnaires indexés sur le SMIC.
- Ministère de l'écologie : il existe plusieurs listes sur la protection des animaux. On pourrait faire des économies. Les espèces qui ne sont pas en danger, il faut arrêter de les protéger. Qu'on s'occupe de ce qui est rare au lieu de dépenser pour les espèces qui ne sont pas en danger.
- Il faut fixer un plafond maximum pour les héritages. Concentrer les richesses. Sur le patrimoine, au-delà d'un plafond = don à l'Etat.
- Il faut arrêter de taper sur les élus (députés, sénateurs) qui ne sont que de passage. Je pense qu'il faut plutôt s'adresser à ceux de Bercy, qui sont l'Etat et qui sont là en permanence. Eux ils restent.

## ORGANISATION ETAT ET SERVICES PUBLICS

- Aujourd'hui, celui a un travail, c'est un pauvre, les couples qui travaillent tous les deux sont des pauvres, un retraité est un pauvre.
- Les maisons de retraite sont trop chères par rapport au niveau des pensions de retraite. Ce sont les enfants et petits-enfants qui paient, ce n'est pas normal.
- Cumul des mandats : pas important par-contre l'élu doit percevoir qu'une seule indemnité. Il choisit celle qu'il veut conserver. Rendre les indemnités imposables.
- Stop aux retraites et privilèges des anciens Présidents, aux membres du conseil constitutionnel.
- Casier judiciaire : appliquer la même règle aux politiques que celle applicable aux fonctionnaires.
- Stop à l'indécence des revenus de certains politiques, les hauts fonctionnaires et aux privilèges des préfets payés à vie et 4000 euros de retraite.
- Supprimer la CSG des retraités car retraites non revalorisées. Le compte des retraités loin d'être satisfaisant. Une honte prendre aux retraités pour redonner aux ouvriers.
- L'augmentation des salaires n'est pas un sujet tabou.
- Favoriser la proximité des services publics dans les campagnes. Tout ce qui est politique s'éloigne. Les communes se mettent en intercommunalité et s'éloignent des campagnes (service de l'eau). Le mot clef, la proximité.
- Les enfants de la France ont droit à l'égalité des chances. Les lycées publics doivent proposer tous les débouchés sur tous les territoires.
- Les étudiants doivent avoir un revenu indépendamment des revenus de leurs parents.
- Intérim : on casse les contrats en fin de périodes pour ne pas signer des CDI et on maintient les gens en intérim. Il faut interdire ces renouvellements de contrats. Il faut pénaliser les entreprises qui utilisent la main d'œuvre à bas prix.
- Il faut prendre l'ancienneté dans l'entreprise pour aboutir au CDI même s'il y a eu interruption de contrat.
- Nombre d'élus : s'inspirer du modèle allemand avec moins d'élus nationaux.
- Exemplarité : train de vie de l'Etat des hauts fonctionnaires. Mot clef : Transparence.
- Cour des comptes : appliquer les conclusions de la cour des comptes.
- 127 préfets en poste sur 250, logés, nourris, blanchis, chauffeur, cuisinière. Il faut une motion de transparence consultable.
- Le code du travail a été détricoté par les gouvernements successifs. Il faut une justice du travail.
- Egalité d'accès à une mutuelle, pour les particuliers comme pour les salariés duprivé. Equité entre le public et le privé. Marché public, groupement.
- Transparence dans l'utilisation de l'impôt.
- Prise en charge de la dépendance par l'Etat sans spolier les enfants et les petits enfants.
- Un salarié coûte plus cher en intérim qu'un salarié. Certains intérimaires ne veulent pas de CDI. Le code du travail est bien assez restrictif, si trop de contraintes il y aura encore moins d'embauches. + d'aide et + de tout, l'argent sort toujours du même endroit, il faut prendre à certains et donner à d'autres. Pour l'impôt : prendre la totalité des actifs de manière plus ou moins élevée à l'impôt = - de déficit. Or actuellement tout le monde ne paie pas l'impôt.
- Le SNU est une bonne chose il pourrait être vu d'une manière différente, on pourrait faire participer la jeunesse. Il faudrait modifier la constitution pour créer un service de solidarité universel, créer de l'intergénérationnel, que notre jeunesse ait un élan.

## TRANSITION ECOLOGIQUE

- Climat : l'action menée par la commune de Châbons « les centrales villageoises » a été mise en avant. S'appuyant sur l'engagement de citoyens, il s'agit de créer une société locale qui produit des énergies renouvelables. C'est un exemple à suivre.
- Les énergies renouvelables, et notamment le solaire, où se situe le cursus du vrai (fiabilité, système, conditions de production et de retraitement des panneaux,...), les citoyens expriment le besoin d'avoir des informations précises.
- Difficultés de raccordement rencontrées par le citoyen producteur d'énergie. La confiance entre le citoyen et les entreprises qui interviennent sur des travaux de réhabilitation énergétique. Il faut que l'Etat donne des garde-fous car certaines entreprises profitent des aides de l'Etat pour monter les prix. Nous avons aussi des mauvais exemples de réhabilitations. L'Etat doit garder un rôle d'encadrement et d'accompagnement pour rassurer les citoyens (aides, qualité des prestations des entreprises...).
- Transition écologique : il faut que le budget de l'Etat soit à la hauteur. Si c'est une priorité de l'Etat, le budget doit être à la hauteur de ses ambitions.
- On est d'accords pour payer plus, si les sommes récoltées sont orientées vers la transition énergétique.
- Il existe des aides et des dispositifs d'accompagnement, mais il ne pas oublier le fait qu'il faut malgré tout un apport financier personnel. Un des freins soulevés réside dans le fait qu'il est trop souvent demandé de tout réhabiliter un une seule fois. Cette exigence n'est pas supportable par tous. Il faut mettre de la temporalité car le reste à charge reste trop important pour les citoyens.
- Dispositifs d'aide : différents organismes de conseils / accompagnement existant, mais les citoyens ne les connaissant pas toujours. Il faut davantage de présence sur le terrain de la part de ces organismes. Il faut une information du citoyen de premier niveau, de proximité.
- Energie : il a exprimé par quelques participants leur opposition à la privatisation des barrages hydrauliques.
- CETA : rien n'est prévu sur la transition écologique.
- Produits alimentaires : il est difficilement compréhensible que des produits non comparables à ce qui est produit chez nous puissent être importés et vendus ; ces produits en question ne respectent pas les normes sanitaires et environnementales applicables chez nous. Et ce alors que l'agriculture Française a une image favorable.
- Réfléchir à comment réduire l'importation d'une viande qui est vendue moins chère que celle élevée en France.
- BIO : tous les produits n'ont pas le même cahier des charges. Comment arriver à lire ce qui est un produit bio ou ne l'est pas ?
- Privilégier le local mais ce n'est pas toujours possible en raison du coût et de la disponibilité.
- Mobilité : pouvons-nous inventer un « système » qui permette aux citoyens de pouvoir se déplacer dans les campagnes ? Comment faire sans permis dans nos communes rurales ? Faut-il plus de bus ? exemple cars Macron qui relie exclusivement les grandes métropoles.
- Développer le transport à la demande (idem aux initiatives développées par le Pays Voironnais).
- Pointer les incohérences : on incite à acheter des voitures de plus en plus propres et les voitures anciennes partent en Afrique ? il faudrait faire le bilan écologique depuis la construction jusqu'à la destruction.
- SCOT : logique d'aménagement en concentrant les grandes zones commerciales. Quelle cohérence alors qu'on cherche à faire le rapprochement emploi/domicile.
- Développer le transport par le fret. Au-delà de 200 kms taxer les camions.

- Pesticides : en 2009 avec le Grenelle de l'environnement on devait arriver à -50% on est à +20%.
- Produits autres pays : en France la qualité de nos produits est meilleure qu'ailleurs.
- CETA : ce sont les rouages de la mondialisation Si le CETA est voté après les élections européennes cela va accentuer le phénomène de crise.
- Des espaces de panneaux photovoltaïques au milieu des champs, c'est une perte d'espace. Plutôt le faire sur les surfaces de protection des parkings.
- Investissement écologie : aider le citoyen à se raccorder aux réseaux. Que chacun puisse produire son énergie en local.
- Etudier la faisabilité du 100% bio et si ce n'est pas possible, mettre des crédits pour financer la recherche.
- Transport : il faut développer le maillage des territoires.
- Terres agricoles : utilisées pour le solaire ou des éoliennes qui en plus génèrent des nuisances sonores. C'est la destruction des terres agricoles, de l'environnement, des oiseaux.
- Il n'est pas normal que ce soient les personnes au faible revenu qui paient une taxe sur l'écologie alors que le kérosène et les yachts polluent plus.
- L'écologie citadine et rurale est différente. Les chaudières à bois sont plus efficaces dans les zones rurales mais en ville elles génèrent plus de particules fines. Le plus écologique reste le chauffage électrique.
- La voiture électrique en ville oui mais en campagne, réfléchir à la méthanisation avec du biomasse.
- Panneaux photovoltaïques, éoliennes, ne faisons pas des déchets que nos enfants ne pourront pas recycler. Que faire de la matière première dans 30 ans. Il ne faut pas polluer davantage la planète.
- Déchets nucléaires : super-phénix cela marchait très bien mais on l'a démolit.
- Super-phénix n'a jamais marché. Les panneaux photovoltaïques sont plus faciles à recycler que les composants des portables. Pour les éoliennes, il y a un budget placé au niveau des préfetures en prévision du démontage et de l'évacuation.
- Transport routier : pas besoin de taxer il faut arrêter de subventionner.
- Glyphosate : en 2017 annonce sortie dans 3 ans, horizon 2021. Emmanuel Macron a annoncé que ce ne sera pas possible. Des doutes sur ce qui va sortir du GDN et surtout des solutions à long et moyen terme.

## DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

- Donner le pouvoir au peuple. La démocratie représentative doit être remise en cause. Suivre l'exemple du système de votation en suisse.
- Pas de cumul de mandat.
- Pas de passe-droit.
- Débattre des futures lois avec les citoyens.
- Remettre en cause, mise en place référendum révocatoire, abrogatoire.
- Séparation des pouvoirs.
- Réduction train de vie de l'Etat.
- Plus de services de proximité. Arrêt des fermetures des bureaux de poste, maternités...
- Clarifier la politique migratoire.
- Inverser l'ordre des élections : en premier le parlement en deuxième le président.
- Mettre en place un référendum révocatoire pour les élus. Les promesses doivent être tenues.
- Tous les mandats électifs devraient être de 6 ans (assemblée nationale et sénat) avec élection partielle tous les 3 ans.
- Si on réduit le nombre de parlementaires sur le terrain : - 30% députés = 1,31€ de réduction d'impôts. Si on met une part de proportionnelle 20% = - 50% de députés sur le terrain par contre on a des apparatchiks.
- Il faut un système de débats et consultations en ligne plus pérenne.

- Il faut que tout le monde puisse participer. Pas uniquement le temps du grand débat national.
- En France, chaque élection fonctionne « gauche et droite ». Les français veulent dire leur mot sans orientation de couleur. Le système des partis de droite et de gauche est amené à disparaître.